

Hausse du prix du gaz : Attention scandale !

20% d'augmentation du prix du gaz en un an. Le gouvernement l'a confirmé au lendemain des élections cantonales. Une décision scandaleuse pour trois raisons.

Le coup avait été bien préparé : il y a plus d'un mois, le gouvernement avait fait fuiter dans la presse (France-Soir du 23 février) l'annonce attendue d'une augmentation du prix du gaz de 5 % pour le 1er avril. Soit 20 % en un an ! Et il a attendu le lendemain des élections cantonales pour imposer ce nouveau sacrifice aux Français. Un réel sacrifice car, dans le budget des ménages, le gaz est ce que l'on appelle une dépense contrainte à laquelle on ne peut guère échapper, sauf à ne plus se chauffer ou à manger froid. Par surcroît, applicable au 1er avril, la hausse décidée se situe tout en haut de la fourchette possible, qui allait de 4,8 % à 5,2 %. Le prix du gaz est en effet régit par une formule mathématique complexe qui est censée traduire l'évolution du coût des importations par la France. Entrée en vigueur fin 2010, cette formule prend en compte les cours du fioul domestique, du fioul lourd sur le marché spot de Rotterdam, de pétrole Brent de mer du Nord, ainsi que de la parité euro-dollar.



Les écologistes ont forcé le gouvernement à interrompre les recherches de gaz de schistes SIPA

Un cartel peut en cacher un autre

Premier scandale : cette formule n'a rien de magique, puisqu'elle corrèle tout simplement le prix du gaz avec celui du pétrole, alors que les coûts de ces deux sources d'énergie n'ont rien à voir. Elle résulte de la force de lobbying des grands fournisseurs de gaz en Europe, le norvégien Statoil, le russe Gazprom et l'algérien Sonatrach, qui ont signé des contrats d'approvisionnement de longue durée (vingt-cinq ans), avec les grands importateurs que sont le franco-belge GDF Suez, l'allemand Eon et l'italien Eni-Enel. C'est ce qu'on appelle un cartel, qui s'appuie sur le cartel du pétrole (OPEP), tout cela sur le dos des consommateurs.

Deuxième scandale : la hausse du gaz, pour les particuliers, n'obéit à aucune logique puisqu'il y a surabondance de gaz dans le monde. Certes, à la différence du pétrole, le gaz ne s'inscrit pas dans un marché mondial. Car pour voyager sur les mers, il doit être liquéfié, transporté liquide, réfrigéré, avant d'être regazéifié. Mais entre le grand nord sibérien, les gisements norvégiens et la France, le gaz circule dans un réseau de pipelines efficace.

Le grisou est devenu exploitable

Troisième scandale : la France importe 98 % de son gaz, alors qu'il y en a beaucoup dans son sous-sol, enserré dans la roche (c'était le grisou, que craignaient tant les mineurs). Mais les écologistes sont montés au créneau avant que le premier forage exploratoire n'ait eu lieu. Pétrifié, le gouvernement vient de décider de suspendre les recherches de gaz de schistes. Alors qu'aux Etats-Unis ce nouvel eldorado énergétique assure l'indépendance du pays pour des dizaines, voire des centaines d'années. Le prix du gaz y a été divisé par 7 pour tomber à 3 \$ par MBTU en 2006 (1). En Europe, il atteint 14 \$.

Pourquoi le gouvernement cède-t-il aussi facilement aux pressions du lobby du gaz ? Pour beaucoup d'observateurs, son attitude résulte de la privatisation de Gaz de France, lors de sa fusion avec Suez. Tout laisse à penser que des promesses ont été accomplies pour garantir au nouveau groupe une

hausse à long terme de ses revenus : entre les actionnaires et les consommateurs, le gouvernement aurait choisi les premiers – pour rendre la fusion possible.

Tout dépendra des écologistes

Mais il y a aussi, sous-jacente, l'influence du lobby nucléaire. Car l'exploitation des gaz de schistes bouleverse tous les schémas antérieurs. Capable de faire gagner cinquante ans, voire plus, d'indépendance énergétique aux pays développés, elle relativise de ce fait l'intérêt du nucléaire actuel, en attendant les futures générations de centrales, qui maîtriseront la fusion et ne produiront plus de déchets. Tout dépendra finalement des écologistes : ils devront faire leur choix entre les risques du nucléaire et les atteintes à l'environnement (qui restent à démontrer) de l'exploitation des gaz de schistes.

Par **Airy Routier**